Le budget—M. Cullen

Diane Cohen, brûlait d'impatience de parler du budget au réseau anglais de Radio-Canada immédiatement après le discours, pendant les 60 secondes qui lui étaient accordées, sans avoir eu vraiment le temps d'assimiler tous les documents pendant le huis-clos. Nous avons fini par accepter que certains critiques de la télévision ou de la presse écrite condamnent le budget sans autre forme de procès. Il est certain que Diane ne nous a pas déçus cette fois-ci. Elle s'en est donné à cœur joie.

J'ai déjà dit qu'on nous reprochait de ne pas avoir fait assez pour les chômeurs. J'ai signalé que la somme de 3.5 milliards affectée à cet objectif était considérable et que les 8 milliards offerts par le biais de la Caisse d'assurance-chômage sont la belle preuve que nous ne nous désintéressons pas du sort des chômeurs.

La participation aux bénéficiaires pour la prospérité constitue un des éléments les plus stimulants du budget. Je crois que les députés des deux côtés de la Chambre ont recommandé de temps à autre de partager les bénéficiaires, pour que les simples ouvriers puissent comprendre les conditions à remplir pour qu'une entreprise réussisse. Si on les représente au sein du conseil d'administration ou si on les fait participer aux bénéficiaires, ils s'intéresseront davantage à l'entreprise pour laquelle ils travaillent.

Je voudrais citer un passage du discours du trône, car les syndicats et le grand public devraient connaître ce principe:

Les syndicats ont été et devraient demeurer des partenaires de plein droit dans le processus de la reprise économique. Les travailleurs méritent une juste part des avantages de la relance et devraient obtenir une voix égale au chapitre dans le règlement de questions comme le changement technologique et l'amélioration de la productivité. L'accroissement de la productivité ne peut être le fruit que d'une gestion progressiste, soutenue par des techniques novatrices et le bon moral des employés. Elle est la principale garantie à long terme d'une augmentation réelle des salaires payés aux Canadiens et aux Canadiennes.

Aussi, la participation des employés aux bénéficiaires est une excellente initiative, que j'approuve. J'espère que M. McDermott sera un jour disposé à oublier ses préjugés néo-démocrates et qu'il servira un seul maître. Pour le moment, il essaie de servir le NPD et les travailleurs. Ce n'est pas un ignorant, au contraire, c'est un homme bourré de talents. Je lui conseille en toute déférence de s'occuper surtout du syndicat et de se servir de ses talents et de ses capacités pour protéger sa vraie circonscription, les membres du Congrès du travail du Canada et les travailleurs qu'il prétend représenter. Cela irait mieux pour lui. Il doit traiter de temps en temps avec des gouvernements libéraux, pour lesquels il n'éprouve pas beaucoup de respect, de toute apparence. Il a un petit peu plus d'estime pour les conservateurs, mais il les critique avec ses fausses louanges. Je ne suis pas certain de vouloir être à leur place.

Au chapitre consacré aux petites entreprises, les projets de simplification du régime fiscal les soulageront d'un énorme fardeau administratif; il faudrait continuer dans cette voie, car la paperasserie inutile et les formalités administrative nuisent à la productivité.

On a supprimé le compte des déductions cumulatives. Personne ne doute qu'il a été créé pour atteindre un objectif précis, à savoir éviter que l'on n'abuse des dispositions fiscales relatives à la petite entreprise. En fin de compte, je crois que le ministre des Finances (M. Lalonde) a admis que ce n'était pas une bonne chose, et je le félicite de l'avoir supprimé. Je tiens à

signaler que ce n'est pas une petite amélioration, car 300,000 petites entreprises seront dispensées de cette corvée.

Ces changements, ainsi que d'autres changements prévus, permettront au gouvernement de réduire de deux tiers la législation relative au régime fiscal des petites entreprises. C'est une bonne initiative qui tombe à pic.

Une des questions qui agacent régulièrement les personnes âgées, c'est l'obligation d'effectuer des versements trimestriels du fait que l'impôt sur le revenu n'est pas déduit à la source. Cela les agace parce que nos personnes âgées appartiennent à une génération qui payait ses impôts et remboursait ses dettes. Ne connaissant pas cette règle, un bon nombre de personnes du troisième âge ont dû payer non seulement un intérêt mais une pénalité. Cette obligation est imposée à une génération de gens qui ne manquaient pas d'honorer leurs contrats, ce qui les ennuie beaucoup. Ce sont des gens qui ont sans doute très peu de dettes à l'heure actuelle. L'augmentation de \$50 par mois du SRG est naturellement une bonne nouvelle pour tout le monde.

Sur le plan international, la création du fonds pour l'aide et le commerce international est une excellente initiative. Cela nous donne la possibilité d'aider les pays du tiers monde tout en donnant aux entreprises canadiennes l'occasion de faire œuvre utile en gagnant de l'argent.

● (1240)

Le Programme de protection des propriétaires est une façon réaliste de s'attaquer aux problèmes que peuvent rencontrer les propriétaires de maison s'ils doivent renouveler leur hypothèque à un taux d'intérêt très élevé. Le programme aidera également ceux qui s'apprentent à acheter leur première maison et à contracter leur premier prêt hypothécaire. Ils se sauront ainsi protégés dans une certaine mesure contre toute augmentation soudaine des taux d'intérêt. C'est un programme qui est approprié dans les circonstances et qui heureusement ne nous coûtera pas les yeux de la tête comme l'infortuné plan des conservateurs, que personne ne regrette.

Pouvez-vous me dire combien de temps il me reste, monsieur le Président?

Le président suppléant (M. Guilbault): Vous avez la parole jusqu'à 12 h 47.

M. Hnatyshyn: Il lui reste sept minutes.

M. Cullen: Je remercie mon honorable collègue de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn). Il fait ce genre de calcul en un rien de temps. C'est la seule façon dont je peux compter jusqu'à là!

Ayant été moi-même ministre du Revenu, je sais que l'immense majorité des fonctionnaires de ce ministère sont fiers du travail qu'ils font, et qu'ils sont compétents et consciencieux. Étant donné que le ministère doit s'occuper d'environ 16 millions de contribuables et qu'il lui faut un grand nombre d'employés pour s'acquitter de sa tâche, il est inévitable que des erreurs soient commises et que certains fonctionnaires du ministère fassent parfois preuve d'un trop grand zèle. Néanmoins, dans l'ensemble, le ministère s'acquitte de ses responsabilités d'une manière remarquable et il contribue au maintien de notre système qui repose sur les déclarations volontaires et la confidentialité.